

**Assemblée générale**

Distr. limitée
14 décembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Cinquième Commission

Point 117 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001

Projets de décision présenté par le Président

A

**Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala :
incidences sur le budget-programme du projet de résolution
A/55/L.33/Rev.1 :**

La Cinquième Commission décide d'informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle adopterait le projet de résolution A/55/L.3/Rev.1, il en résulterait pour 2001 des dépenses additionnelles d'un montant de 16 235 400 dollars. Sur ce montant, 7 243 200 dollars seraient imputés sur le crédit déjà ouvert au titre des missions politiques spéciales, et un crédit additionnel de 8 992 200 dollars, correspondant au solde des ressources nécessaires, devrait être ouvert au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001.

B

**La situation en Amérique centrale : processus d'établissement
d'une paix ferme et durable et progrès réalisés
dans la structuration d'une région de paix, de liberté,
de démocratie et de développement :
incidences sur le budget-programme
du projet de résolution A/55/L.42 :**

La Cinquième Commission décide d'informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle déciderait d'adopter le projet de résolution A/55/L.42, un crédit additionnel de 191 800 dollars devrait être ouvert au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001.

C
**La situation critique de l'Institut international de recherche
et de formation pour la promotion de la femme :
incidences sur le budget-programme
du projet de résolution A/C.3/55/L.16/Rev.1 :**

La Cinquième Commission décide d'informer l'Assemblée générale qu'au cas où elle adopterait le projet de résolution A/C.3/55/L.16/Rev.1, un crédit additionnel d'un montant de 800 000 dollars devrait être ouvert au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001, étant entendu que le versement à l'Institut de fonds prélevés sur le budget ordinaire constituerait une dérogation exceptionnelle aux dispositions du paragraphe 1 de l'article VI du Statut de l'Institut.
